



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 398/DDPP/2016
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire



VU le titre VII du livre Ier code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté n°329 DDPP 15 du 27 juillet 2015 réglementant la communauté de communes du Pays de Saint-Galmier pour l'exploitation d'une déchetterie sur la commune de Saint-Galmier – Z.A des Flaches ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 août 2016 établi à la suite d'une visite d'inspection du 22 août 2016, constatant que la communauté de communes du Pays de Saint-Galmier ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 329 DDPP 15 du 27 juillet 2015 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La communauté de communes du Pays de Saint-Galmier, pour l'exploitation d'une déchetterie sur la commune de Saint-Galmier – Z.A des Flaches, est mise en demeure de :

- fournir, sous trois mois, un dossier technique avec des justificatifs répondant aux normes des articles 13, 14, 20, 21 de l'arrêté de prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2710 (arrêté ministériel du 26 mars 2012) et aux articles 2.2 et 2.4 à l'annexe I de l'arrêté de prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2710 (arrêté ministériel du 27 mars 2012) ;
- réaliser, sous huit mois, les travaux pour se mettre en conformité à l'article 29 section IV, de l'arrêté de prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2710 (arrêté ministériel du 26 mars 2012) et de fournir à l'inspection des installations classées pour l'environnement un dossier technique pour expliciter les solutions mises en œuvre.


ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Saint-Galmier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **21 SEP. 2016**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Communauté de Communes du Pays de Saint-Galmier
33 avenue Jean Monnet
42330 SAINT-GALMIER
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de St Galmier
- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43
- Archives
- Chrono